



## **Mouvements de grogne face au projet de loi de finances 2013, François Asselin Président de la CGPME Poitou-Charentes "Ce n'est pas juste une histoire d'argent, on est en train de tuer l'envie d'entreprendre"**

vendredi 5 octobre 2012, par [lpe](#)

La protestation monte dans les milieux patronaux et ce, toutes tendances confondues : MEDEF, CGPME, UPA, auto-entrepreneurs, patrons de start-up... Il faut dire, comme le soulignait ce jeudi François Asselin, Président de la CGPME Poitou-Charentes, que *"depuis quatre ans, on parle de crise à tout va, la consommation est en berne, la trésorerie des entreprises souffre et là, en plus, à la lecture du Projet de loi de finances 2013, on découvre une kyrielle de mesures qui vont encore alourdir le coût du travail et diminuer la compétitivité de nos entreprises en France. C'en est trop !"*



Une forte solidarité entre les chefs d'entreprise se met donc en place pour protester contre des mesures qui par exemple consisteraient à :

- dé plafonner les cotisations maladie des travailleurs indépendants
- supprimer l'abattement fiscal de 10% pour frais professionnels de ces mêmes indépendants alors que, parallèlement, les retraités en bénéficient toujours,
- aligner la fiscalité des revenus du capital sur ceux du travail ; absurde quand on connaît le caractère bien aléatoire des premiers...

*"Comment a t-on pu imaginer une telle fiscalité" s'offusque François Asselin. "Ces mesures sont en décalage complet avec la réalité ; elles vont tuer l'envie d'entreprendre dans ce pays, sans compter qu'en*

*face, le Gouvernement ne nous annonce pas de réformes structurelles (Réduction de la sphère publique, souplesse et sécurité dans la législation du travail, allègement du poids des normes imposées aux entreprises..)."*

Tout n'est toutefois pas perdu, les partenaires sociaux (représentants des salariés et des chefs d'entreprise) viennent d'entamer des négociations sur l'aspect social : modalités d'embauche (CDD, CDI...), sécurisation des emplois...

En parallèle, et face à la levée de boucliers incarnée par le "[Mouvement des Pigeons](#)" et les pétitions lancées par le MEDEF (contactez votre MEDEF départemental pour signer la pétition envoyée directement par email aux Ministres concernés) et la [CGPME](#), Pierre Moscovici, Ministre de l'économie et des finances, semble disposé à écouter ces revendications et à faire marche arrière sur un certain nombre de points dont la fiscalité sur les plus-values en cas de cession d'entreprise.

Néanmoins, ce coup supplémentaire porté au moral général des entrepreneurs, ne devrait pas favoriser leur envie d'aller de l'avant. Et pendant ce temps là, les marchés se développent à l'échelle internationale en l'absence, trop souvent, d'entreprises françaises qui ont pourtant tout le savoir-faire nécessaire pour l'emporter !

CR.